



## Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, René REVOL, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2020.

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN-BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2020, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la Chambre de Commerce et d'Industrie (8%), la Chambre d'agriculture (4%), la Chambre régionale d'agriculture (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société. La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 14 octobre et le 17 décembre 2020 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2019 s'est tenue le 29 Octobre 2020. L'assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2020 s'est tenue le 21 juin 2021.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2020, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2020, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et florale, et l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, il convient de noter que par délibération du 25 janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la conduite d'une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN « vers un Pôle Alimentation Méditerranéenne Durable ».

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribuent pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), élaborée en 2015 et en cours de révision. La P2A vise à répondre à cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles (biodiversité, qualité écologique des eaux, des sols et de l'air) ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux évolutions climatiques et aléas sanitaires ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales, et le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de l'Orientations 2 -Structurer un approvisionnement durable et résilient. Ainsi, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, le MIN contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« Bon et Local ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts. Par ailleurs, la SOMIMON a contribué à la poursuite des études relatives au schéma directeur du MIN, à la logistique urbaine et aux économies d'énergie.

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2020, 7 agrandissements et 3 nouveaux opérateurs se sont installés sur une occupation de plus de 200 concessionnaires.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2020. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2020, date de fin du plan triennal des investissements, les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Conformément à l'avenant 10, la Métropole s'est engagée à racheter la valeur nette comptable des ouvrages au concessionnaire, au terme de la DSP. Ce montant s'élève au 31/12/2020 à 524 K€, au terme de la DSP, légèrement inférieur à ce qui avait été estimé dans l'avenant 10 (578 K€).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2,925 M€ en légère baisse par rapport à 2019 (soit -99 K€, soit -3 %), dont 756 K€ pour la filière fruits et 680K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 40 K€ soit + 5%) et 565 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -41 K€ soit -7%, qui représente 19% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 42% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Le chiffre d'affaires comprend l'exonération Covid-19 accordé aux concessionnaires par le MIN pour un montant de 54 K€, intégralement compensé par une réduction exceptionnelle de la redevance versée à la Métropole.

Les produits totaux représentent 3 086 K€ (en baisse de -80 K€, -3%) pour un total de charges de 3 083K€ (soit -96 K€, -3%), évoluant dans les mêmes proportions que les produits, le résultat net de l'exercice est excédentaire de 3 K€. Les capitaux propres de la société restent stables et s'élèvent à 1 105 K€.

Concernant l'impact de la crise sanitaire, aucune aide n'a été sollicitée auprès du fonds de solidarité, la société n'y était pas éligible. La société n'a pas conclu de prêts garantis par l'Etat.

Concernant les actions mises en œuvre :

A la demande de son délégué, Montpellier Méditerranée Métropole, un soutien en faveur des acteurs fragilisés par la crise sanitaire implantés au sein du MIN a été mis en œuvre par l'intermédiaire de la société, sous justification de certains critères. La SOMIMON a ainsi procédé à des exonérations de loyers pour un montant de 62 K€ HT dont 54 K€ ont été portés par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'avenant 11 au contrat de DSP approuvé par délibération en date du 31 décembre 2020 par réduction de la redevance perçue auprès du délégataire ; par ailleurs 8,5K€ HT ont été pris en charge par la SOMIMON pour les opérateurs qui avaient signé des contrats d'occupation sur l'année 2020 et sans possibilité d'exploitation. La société a bénéficié d'une subvention de la CARSAT pour les achats des fournitures effectués dans le cadre de la Covid-19.

Une subvention à recevoir de 3 031 € a été constatée dans les comptes de 2020 dont l'encaissement a eu lieu début 2021.

La société a réalisé des achats de fournitures (savon, masques, gel, lingettes, ...) dans le cadre de la Covid-19 pour un montant global de 9 538 €.

Les éléments financiers au 31 décembre 2020 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Concernant les perspectives 2021, l'extension du pôle transformation est en cours d'étude. Plusieurs entreprises demandent à intégrer ce pôle et certaines déjà sur site investissent dans des process industriels, poursuivant une dynamique enclenchée en 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-164108-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAA SOMIMON 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.